

Meeting de Toulouse, la Halle aux Grains, samedi 20 mars 2012

Discours de François BAYROU

Mes chers amis,

Je suis très ému pour beaucoup, beaucoup de raisons. Je vais vous en dire une qui n'a jamais été dite, ni écrite : ici, c'était la halle aux grains et, sous la halle aux grains de Toulouse, il y avait de petits marchands de grains venus du Béarn... C'était mon grand-père et mon père. Puis, sous cette halle aux grains, il y a tous les visages d'une famille de région, le Sud-ouest, l'Aquitaine et Midi-Pyrénées. C'est un tempérament, une manière d'être, une manière de vivre.

Tu as parlé du rugby, Philippe (Folliot), et c'est courageux ! Enfin, nous, on est en Pro D2... Il faut avoir le courage de reconnaître qui est dans le Top 14... et qui aspire à y revenir ! Ils sont là-bas avec des pancartes vertes et blanches. Ce sont les couleurs de la Section paloise. Naturellement, vous êtes priés d'applaudir, si vous voulez garder de bonnes relations avec moi ! Une sensibilité, une manière d'être, une manière de s'engager sans revenir en arrière, peut-être une manière de vivre, d'aimer peut-être aussi et, donc, tous ces visages que vous formez ensemble, c'est la famille du Sud-ouest.

Permettez-moi de dire qu'il y a une autre famille en train de se reconstituer, qui est une famille d'esprit, qui aurait dû gouverner la France depuis longtemps, si des institutions injustes, iniques ne l'avaient obligée à se fracturer ! Et dans cette famille, pour moi, il y a les femmes et les hommes du Centre, il y a des hommes comme Michel Rocard et Jacques Delors. Il y a des hommes comme Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre, il y a la descendance intellectuelle et politique de Pierre Mendès-France, et il y a des gaullistes, Daniel (Garrigue).

Tous ceux-là, ensemble, auraient dû donner à la France le destin que la guerre des deux idéologies, la guerre des deux excès, l'ont empêchée de trouver. Parce que nous savons, nous, qu'un excès contre un autre excès, cela ne fait pas un équilibre, cela fait deux excès et, passer d'un excès à un autre excès, c'est s'empêcher pour le pays de choisir le bon cap, le seul qui puisse lui permettre de retrouver, demain, son avenir.

Je salue ceux qui appartiennent à cette famille-là. J'ai été très heureux d'entendre Philippe Douste-Blazy, dans sa ville, dans la ville où il est né, où il a grandi, où il a été élu, où il a été le premier magistrat. Je veux simplement lui dire une phrase : C'est plus courageux de dire que l'on s'est trompé que de maintenir, envers et contre tous son erreur ! Alors je le remercie de l'avoir fait.

Je salue Philippe Folliot, député du Tarn, je salue Daniel Garrigue, député de Dordogne, Robert Rochefort, député européen du Sud-ouest, je salue Jacqueline Gourault, sénateur du Loir-et-Cher, je salue Henri Tandonnet, sénateur du Lot-et-Garonne, je salue Daniel Soulage, sénateur pour toujours du Lot-et-Garonne, je salue Anne Laperrouze, maire et conseillère générale de Puylaurens, et ancien et futur député européen !... je salue Geneviève Darrieussecq, maire de Mont-de-Marsan et conseillère régionale d'Aquitaine, je salue Arnaud Lafon, maire de Castanet-Tolosan, je salue l'ensemble des conseillers régionaux d'Aquitaine et conseillers généraux et régionaux de Midi-Pyrénées et d'Aquitaine présents dans cette salle. J'ai à vous adresser le salut, car il m'a spécialement demandé de le faire, de Jean Lassalle, député des Pyrénées-Atlantiques, et de Jean-Jacques Lasserre, sénateur des Pyrénées-Atlantiques. Enfin, les Montpelliérains qui sont là ont aussi le droit d'être salués !...

Et je veux remercier tout spécialement de sa présence le Président du stade toulousain, Jean-René Bouscatel !

Merci de votre présence chaleureuse à Toulouse ce soir capitale du Sud-ouest, à Toulouse qui est aussi pour moi capitale de la République . Parce que c'est la ville de Jean Jaurès, ici, Jean Jaurès s'est retrouvé jeune maître de conférences, captant aussitôt les regards et la lumière. Et puis c'est, depuis la guerre civile espagnole, la capitale des républicains espagnols, donc d'une certaine

manière la capitale des républicains de l'Europe.

Et je voudrais vous dire précisément un mot de la République.

J'ai été voyez-vous profondément choqué quand, dans des discours qui étaient en réalité des discours d'exclusion, des discours de stigmatisation, Nicolas Sarkozy a fait sans cesse, 72 fois, référence à la République.

Et je voudrais opposer à cette vision de la République, les mots utilisés pour diviser et pour exclure, une autre vision de la République, et c'est de Jaurès que je partirai.

En 1903, le jeune universitaire, regardé par tout le monde comme l'étoile montante de ce grand courant républicain et socialiste français, vient à Albi. C'est son ancien lycée, et on lui demande de faire à Albi, devant les élèves du lycée une conférence sur ce qu'est la République. Je vous encourage, si vous avez le temps, à relire ce texte. C'est un texte que j'ai toujours gardé en mémoire, parce qu'il débute par une phrase extraordinaire et qui nous sert au fond à répondre à tous ceux qui voudraient faire de la République un sujet de division.

Et Jaurès dit : Qu'est-ce que la République ? C'est un grand acte de confiance. C'est toute une génération d'hommes, tout un courant d'hommes qui se tournent vers la société à laquelle ils appartiennent et qui font un acte de foi, ils pensent que ces femmes et ces hommes -à l'époque, on disait plutôt homme que femmes, car les femmes n'avaient pas le droit de vote- tout occupés au travail et aux soins de la vie qu'ils sont obligés de gagner, cependant, ils vont trouver le temps et la force de s'occuper de la chose publique.

Pour investir dans la chose publique, alors on leur doit deux éléments que Jaurès définit très bien. Il dit : "On leur doit la vérité" et il dit : "On doit les mener sur le seul chemin qui soit le chemin de la République, on doit les mener vers les hauteurs" et il dit: "C'est trahir la République que de la tirer vers le bas !!!".

Eh bien la réponse de Jaurès à ceux qui veulent se servir de la République pour tirer leur pays et leur société vers le bas, c'est notre réponse ! Nous croyons que la République, contrairement à ce que l'on nous a raconté, ce n'est pas un sujet de division, mais un sujet de réunion ! C'est un sujet de rassemblement !

Et la République, cela commence par la vérité et ceci est notre chemin !

Nous sommes devant une crise que tout le monde voudrait nous présenter comme une crise internationale et dont je veux dire à Toulouse devant vous que c'est d'abord une crise nationale.

C'est notre responsabilité, ce sont les choix qui ont été faits au cours des décennies qui nous ont conduits où nous sommes aujourd'hui, à ce que vous décriviez l'un et l'autre, c'est-à-dire à l'inquiétude des familles, au fait que les parents voient bien que leurs enfants ne trouvent pas l'emploi qu'ils mériteraient, car l'emploi a fui la France -un million de chômeurs de plus en cinq ans- à ce que notre pays s'appauvrit comme il ne s'est jamais appauvri dans son histoire depuis 1958 ! Il faut remonter à 1958 pour voir une France incapable de produire ce qu'elle consomme, obligée d'acheter constamment à l'extérieur et incapable de vendre pour équilibrer ce qu'elle achète à l'extérieur.

Lorsque le général de Gaulle revient en 1958 à la tête de notre pays, il décrit avec précision ce déséquilibre qui s'est créé au cours des années et qui fait que cette grande nation de producteurs, de producteurs agricoles, de producteurs artisanaux, de producteurs industriels, cette grande nation d'ingénieurs et d'usine, en 1958 elle est, on dirait aujourd'hui, "à la rue", malgré d'extraordinaires et incontestables succès. Et c'est à Toulouse évidemment qu'il faut saluer ces succès : l'aéronautique avec Airbus -dont nous souhaitons que le nuage noir qui passe un moment au-dessus de ses productions s'éclaircisse très vite et disparaisse très vite à l'horizon ; mais nous le savons et nous le souhaitons, bien entendu, dans l'avenir, les relations avec la grande puissance chinoise devront être aussi faites de fermeté, et pas seulement de céder aux pressions...- l'aéronautique, la médecine, le grand canceropôle que vous avez voulu et qui va être une réussite

mondiale, et qui sera inauguré l'année prochaine par le prochain président de la République, la pharmacie, et Dieu sait que c'est une région dans laquelle de grandes entreprises de pharmacie sont enracinées... Un pays qui est capable de relever les défis scientifiques et industriels les plus exigeants de la planète et qui cependant perd les batailles les plus régulières, en tout cas les plus pénalisables, sur tous les autres marchés de la vie de tous les jours.

Ceci n'est pas acceptable plus longtemps ! C'est notre responsabilité que de proposer à ce pays un chemin pour en sortir.

La France se trouve accablée par les décisions successives de ses dirigeants, par une dette dont nous devrions avoir honte devant les plus jeunes. Ils sont très nombreux ce soir présents dans cette salle, ils devraient manifester sous la fenêtre des dirigeants, les plus jeunes et les générations parce qu'on leur a mis sur leurs épaules et de manière totalement injuste, un poids indu !

S'il s'était agi de partager avec eux la charge des grands investissements de notre pays, cela aurait été juste et j'aurais applaudi ! Mais lorsque des décisions irresponsables ont fait que ce que l'on a mis sur leurs épaules, c'est le paiement de dizaine d'années de fonctionnaires que l'on a été incapables d'assumer, c'est le paiement -honte aux générations qui ont fait cela !- des feuilles de sécurité sociale que l'on a été incapables de rembourser, ce sont les retraites que l'on a été incapables d'assumer ! Il y a là quelque chose que les générations devraient un jour mettre comme accusation au visage de ceux qui les ont gouvernés pendant si longtemps !

Nous disons une chose toute simple, ces faiblesses-là et cette honte-là, nous ne les acceptons pas, nous ne les acceptons plus, nous ne les accepterons plus. C'est le premier enjeu des élections présidentielles qui viennent.

On nous dit que c'est impossible et interview après interview, entretien après entretien, en réalité ce que l'on nous oppose, c'est un système d'impuissance dans lequel on ne pourrait rien faire d'autre que de regarder s'accumuler au travers du temps sans savoir d'ailleurs dans quel gouffre nous allons nous retrouver, les faiblesses traduites sous forme de dette pour les plus jeunes !

J'ai montré jeudi soir dans l'entretien que j'avais sur France 2 que, au contraire de ceux qui n'abordent pas la question, pour les uns qui prétendent -c'est Nicolas Sarkozy- qu'il n'y a plus d'économies à faire, qui n'ont comme solution -c'est François Hollande- qu'il faut dépenser encore plus 20 milliards de plus à mettre à la charge des Français, au contraire de ceux-là, nous avons un plan précis, concret, chiffré, crédible, indiscutable, de désendettement, de sortie du surendettement pour notre pays... Pas demain, tout de suite !!!

Au demeurant, quelle incroyable naïveté que de croire que, le rendez-vous que notre pays a avec lui-même, il pourrait l'éluder. Qui peut croire qu'au lendemain du 6 mai, le 7 mai, les réalités ne soient pas là comme un rendez-vous impossible à repousser ? Qui peut imaginer que la situation de la France demeure ignorée de ceux qui sont, par exemple, les investisseurs ? Qui peut le croire ?

Imaginez-vous un pays qui se trouve le pays européen qui a accumulé le plus de dépenses publiques... Écoutez bien ce chiffre, les dépenses publiques de la France, ce sont près de 57 % de la production totale d'une année ! Quand la France produit 100 dans une année, elle dépense 57 en dépenses publiques et elle a près de 10% de déficit, pendant que l'Allemagne, pour un modèle de société dont je prétends qu'il n'est pas plus mauvais que le nôtre, qu'il n'est pas plus asocial ou anti-social que le nôtre, dépense exactement 10% de moins : 46 contre 56,6... Et j'ai été extraordinairement frappé de ceci que j'ai rappelé jeudi : il y a trois ans à peine nous étions à 53% seulement de dépenses publiques, et il y a trois ans il ne me semble pas que l'on vivait beaucoup plus mal qu'aujourd'hui en France -et même on pourrait soutenir que l'on vivait un peu mieux...- il ne me semble pas que l'on soit aujourd'hui beaucoup mieux soigné, beaucoup mieux éduqué, beaucoup mieux accueilli, beaucoup mieux administré que nous ne l'étions il y a trois ans !

Il y a donc, si l'on veut regarder les choses en face, une dérive. Je vous dis le fond de ce que je

pense : non seulement nous devons réussir à sortir des gaspillages, mais nous devons également réussir à en sortir en soignant mieux, en administrant mieux, en éduquant mieux les jeunes Français, en faisant mieux le travail qui est celui de l'État, en assumant mieux les responsabilités qui sont celles de la vie publique !

J'ai proposé un rééquilibrage chiffré, mais ce n'est pas, comme on le répète si souvent, que je pense que notre pays doive affronter, comme on le dit après Churchill « du sang et des larmes » ! Sortir du surendettement, ce n'est pas punir un pays, c'est le sauver, le libérer, c'est l'émanciper !

Vous connaissez, vous, des familles en surendettement, vous croyez que leur vie est enviable à constamment avoir peur que l'huissier ne sonne à la porte, à constamment avoir la hantise de ne pas pouvoir payer le loyer, à constamment devoir trouver un autre crédit pour combler le crédit précédent ?...

Il en est de même pour un État en surendettement ! Regardez nos voisins Espagnols, et c'était des socialistes qui étaient au pouvoir, regardez nos voisins Portugais, et c'était des socialistes qui étaient au pouvoir, regardez nos amis Grecs et c'était des socialistes qui étaient au pouvoir... Oh ce n'est pas que j'accuse les socialistes d'être les seuls responsables de tout cela car, en Italie, il y avait la droite au pouvoir et elle a fait exactement la même chose !

Et en France c'est la succession des uns et des autres qui nous a menés à la situation où nous sommes. Et si vous voulez obtenir ce changement, libérer le pays du surendettement, faire que demain les plus jeunes, les familles se remettent à regarder l'avenir avec espoir et avec optimisme, de nouveau pensent que si on fait des études on trouvera un boulot, qu'on aura un travail à la dimension des efforts qu'on aura faits ! Si on veut sortir de ce surendettement, alors, il faut sortir du système qui a conduit à ce surendettement, de la manière dont on a gouverné le pays pendant des années par la succession du parti socialiste et de l'UMP qui nous a menés où nous sommes. Il faut sortir de cette illusion qu'on pourrait, pour punir l'UMP qui nous a administrés ces dernières années, remettre à la place de l'UMP ceux qui les précédaient et qui s'étaient fait écartier du pouvoir par les Français car ils il avaient obtenu exactement les mêmes résultats qui sont ceux qui nous accablent aujourd'hui !

Je sais bien quelles sont les raisons qui font qu'il y a aujourd'hui un rejet de l'équipe qui est pouvoir. Je le sais pour avoir résisté à cette équipe, à ses pressions... à ses intimidations... à ses tentations depuis des années et des années. Je sais exactement, pour avoir écrit un livre qui est je crois le plus explicite sur ce sujet, ce que sont pour moi les dérives qui ont été ces dernières années accumulées. Je sais exactement, mais ce n'est pas parce qu'il y a une volonté de rejet de ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui qu'il faut remettre à leur place ceux qui les précédaient et que l'on avait rejetés en leur temps !

Donner un avenir à la France, ce n'est pas perpétuellement aller chercher les prédécesseurs pour remplacer les successeurs, parce que ce sont exactement les mêmes qu'il y a dix ans, c'est la même équipe, ce sont les mêmes hommes pour dire la vérité et, après tout, ce n'est pas cela que je mets en cause, ce sont les mêmes pratiques et je vous invite à regarder ces pratiques de près. J'en parlerai dans une minute...

Mais la sauvegarde de la France, ce n'est pas de reprendre le chemin de l'impasse que nous avons expérimentée entre 1997 et 2002, entre 1981 et 1993, ce n'est pas reprendre ces chemins-là, c'est trouver un chemin nouveau, et c'est pour cela que nous sommes là ! Nous sommes là pour offrir à la France le chemin qu'elle n'a jamais eu la chance de prendre, et qu'il faut qu'elle prenne aujourd'hui !

Ce que nous avons combattu, car nous l'avons combattu pendant ces années, c'est le chemin des illusions ! Ceux qui conduisent une campagne électorale avec la seule idée de dire à tous les publics ce qu'ils ont envie d'entendre, ou qu'ils croient -car je crois que c'est une erreur- ou qu'ils croient qu'ils ont envie d'entendre. Leur manière de gouverner est très facile, nous la connaissons bien : ils prennent tous les sondages, ils voient ce que sont les demandes de chacune des catégories de la population et ils proposent à chacun ce que chacun demande, qu'importe que ce

soit crédible !

Alors moi je veux dire devant vous simplement qu'il n'est pas vrai -je dis cela en m'adressant à François Hollande- qu'ils créeront 60.000 postes d'enseignants, ce n'est pas vrai et cela ne se fera pas, et c'est moi qui aime l'Éducation nationale qui le dis ! Il n'est pas vrai qu'ils vont créer plusieurs centaines de milliers d'emplois d'avenir comme ils disent, ils font croire aux jeunes qui vont le faire et ils ne le feront pas et c'est une trahison des jeunes ! Il n'est pas vrai qu'ils vont avoir le moyen d'augmenter toutes les allocations, de créer des allocations nouvelles pour les étudiants ! C'est une promesse qu'ils font, c'est une illusion qu'ils défendent et ceci débouchera un jour sur de dramatiques désillusions !

Ce n'est pas vrai et ces illusions-là nous ont fait tellement de mal par le passé qu'il est de notre responsabilité de nous adresser à notre pays en disant : attention, on est en train de vous leurrer, mais de ce leurre-là, vous ne vous relèverez pas !

De l'autre côté, il y a quelque chose qui est au moins aussi grave ou peut-être encore plus grave qui est de choisir ou de proposer aux Français le climat de la division, de proposer aux Français le climat de l'excitation d'une partie de notre peuple contre une autre partie de ceux qui vivent sur notre sol, dont la plupart ont des enfants qui vont à l'école sur les mêmes bancs, de chercher tous les sujets les plus passionnels, ceux qui peuvent flamber le plus et c'est ainsi que, dans la campagne électorale, dans un pays pour qui le chômage, les déficits, la dette, l'appauvrissement des familles, les petites retraites, les salaires qu'on n'arrive pas à augmenter, le logement, l'école, l'université, la recherche devraient être les questions qui occupent le devant de la scène dans la campagne électorale, on n'a rien trouvé d'autre que d'aller chercher des affaires de boucheries, des affaires d'abattoirs, des affaires de halal, des affaires de casher, des affaires qui divisent ! Parce que ne croyez pas que ce soit le bien-être animal qui les préoccupe ! Si c'était le cas, je comprendrais que l'on puisse avoir des débats, encore que pour savoir à peu près ce qui se passe dans un abattoir, ce n'est pas réellement le lieu du bien-être animal, mais, si c'était le bien-être, on pourrait discuter mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit, ce n'est pas des méthodes d'abattage rituel de l'Islam qu'il s'agit, ce n'est pas des méthodes d'abattage rituel de la communauté juive qu'il s'agit, c'est de montrer du doigt ces parties de notre peuple, ou ces femmes ou ces hommes qui vivent sur notre sol pour que la passion publique s'excite contre eux !

Eh bien cette division-là, et on peut en trouver d'autres, nous ne l'accepterons pas ! Nous ne l'accepterons pas pour des raisons fondamentales, nous ne l'accepterons pas parce que nous sommes des républicains, au bout du compte parce que nous sommes des humanistes et au bout du compte et enfin parce que nous connaissons bien l'histoire et que nous savons qu'il n'y a aucune possibilité pour un peuple de se redresser dans la crise si profonde dans laquelle on nous a amenés, il n'est aucune possibilité de se redresser si on le divise et si on excite la haine en son sein.

Je suis quelqu'un, c'est vrai, on me le reproche quelquefois et j'accepte le reproche, qui a un idéal... (Dans la salle : « Et nous aussi ! ») ...et vous aussi ! Oh ce n'est pas difficile de définir les valeurs : c'est ce que l'on a de plus précieux à transmettre aux enfants, c'est cela les valeurs, c'est : « Quand tu t'en iras, qu'est-ce que tes enfants garderont de toi ? Qu'est-ce que tu leur auras donné ? Et qu'est-ce qu'ils pourront à leur tour transmettre à leurs enfants ? ».

Les valeurs, au fond, c'est la trame vivante d'un peuple et la trame vivante d'une famille.

Je suis quelqu'un donc qui croit que les valeurs c'est plus important que tout. Je suis quelqu'un qui croit que les valeurs c'est plus important que les idéologies, plus important que les programmes, que les valeurs, ce sont nos raisons de vivre. Et donc j'accepte tout à fait le reproche qui parfois m'est fait d'idéaliste, je pense que, sans idéal on ne peut vivre, ni dans une famille, ni dans un peuple, ni dans une nation, ni dans une Europe comme celle que nous avons formée. On ne peut pas vivre ! On n'a plus de raison de vivre.

Mais je voudrais que vous me croyez, ça n'est même pas au nom des valeurs que je stigmatise et condamne cette politique absolument réfléchie, voulue, volontaire de division de notre pays. Ça

n'est même pas au nom de la morale, ça n'est même pas au nom de la République ! C'est parce que, si nous acceptons que l'on introduise le poison de la division à l'intérieur de notre peuple, il n'est aucune possibilité pour lui de répondre aux difficultés qu'il traverse, de corriger les erreurs qui l'ont conduit où nous sommes, de se redresser et de se ressaisir !!! Aucune possibilité, aucune chance !

Vous savez bien ce qui se passe quand, dans un pays comme le nôtre, il y a la guerre, et c'est une sorte de guerre que nous sommes en train de vivre... Ceux qui s'imaginent que les années qui viennent sont des années où l'on pourrait continuer à être comme d'habitude, dansant et sifflant, ceux-là se trompent beaucoup. Ce n'est pas une guerre avec des bombes, mais c'est une guerre qui va nous mettre en difficulté autant et davantage, qui va mettre en difficulté notre modèle social autant et davantage, notre modèle républicain autant et davantage que ne le fait la guerre violente !

Quand il y a une guerre, la première chose que l'on fait, la première des choses à laquelle on appelle, c'est l'union nationale. On dit : vous tous qui avez été au cours des années si différents, vous tous qui vous êtes au cours des années affrontés, vous tous qui parfois au cours des années vous êtes détestés, maintenant il est temps d'unir nos forces, d'organiser au sein de notre peuple la seule réponse possible qui est celle de son unité pour sortir des difficultés où nous nous trouvons et pour que nous soyons dignes des plus jeunes qui nous regardent et nous attendent ! C'est la seule réponse que l'on puisse apporter.

Eh bien nous allons combattre de toutes nos forces les démons de la division du peuple français et nous allons de toutes nos forces défendre auprès de lui l'idée que c'est l'unité qui nous sauvera. Nous serons, dans cette élection, les porteurs de l'unité nationale qui seule permet de s'en sortir !

Alors, si j'accepte d'être idéaliste, je ne suis pas pour autant angélique. Je sais très bien qu'il y a des forces, qu'il y a des organisations, qu'il y a des pulsions qui sont en contradiction même avec l'idée que nous nous formons de l'avenir, mais j'affirme devant vous que, parmi les grandes familles démocratiques et républicaines de notre pays, et je dis cela à Toulouse au cœur du Sud-ouest, il y a suffisamment de points de concordance, de points de ressemblance, de points d'accord profond pour que demain la France puisse se réunir en son gouvernement, faire en sorte que demain ceux qui gouvernent la France ne soient plus en guerre civile avec une autre moitié du pays, qu'ils se réunissent pour agir !

Et c'est cette unité nationale qui est celle que nous apportons à notre pays au moment de l'élection présidentielle de 2012 !

Combattre la division, combattre les divisions, refuser cette facilité électoraliste qui consiste à aller chercher des voix en excitant ce qu'il y a de plus intolérant ou de plus méchant, parfois de plus haineux dans les êtres humains que nous sommes. Le refuser et le combattre.

Et si j'ai bien suivi l'actualité de ces dernières heures, alors je vois bien que nous ne sommes pas seuls, je vois bien qu'il y a dans la vie politique française, et qu'il y a y compris au sein de la majorité, des femmes et des hommes qui refusent de se laisser entraîner dans cette dérive, des femmes et des hommes qui sont des républicains, des femmes et des hommes qui partagent l'essentiel du socle de valeurs que nous défendons, des femmes et des hommes qui sont des démocrates, des femmes et des hommes qui avec nous et comme nous sont des humanistes.

Eh bien je dis que le moment est venu, pour toutes ces femmes et tous ces hommes, de ne pas rester simplement dans la réticence ou dans le regret ou dans la protestation ! Il est temps qu'ils se réunissent, il est temps qu'ils aillent au bout des convictions dont ils viennent de montrer qu'ils sont capables, et que tous ensemble nous bâtissons l'avenir républicain, l'avenir démocratique et l'avenir humaniste de la France !!!

Ils ont montré en ce samedi qu'ils existaient et qu'ils savaient résister aux pressions qu'on faisait sur eux. J'y vois un signe d'espoir et j'y vois en tout cas la preuve que ce que nous disons depuis longtemps est vrai : ce n'est pas parce qu'on n'a pas la même carte de parti dans la poche que l'on

n'est pas capable de croire les mêmes choses et, demain, de faire ensemble les mêmes choses !

Et c'est un appel bien entendu qui est lancé, non pas seulement à des hommes politiques ou des femmes politiques de premier plan, c'est un appel qui est lancé également aux citoyens ! Ils voient bien les citoyens se multiplier les déclarations que nous avons entendues, les protestations que nous avons entendues, les résistances et les réticences que nous avons entendues, ils voient bien qu'il se passe quelque chose qui est infiniment troublant pour l'essentiel de ce que nous croyons.

Eh bien ce sont ces femmes et ces hommes, ces citoyens et citoyennes qui vont en effet, comme c'est dit dans beaucoup de déclarations, bâtir, construire, créer la surprise qui se prépare dans notre pays pour les semaines qui viennent et qui vont permettre de changer le destin de l'élection présidentielle du mois d'avril et du mois de mai 2012 !

Et c'est en quoi en effet, le vote que nous leur proposons est le seul vote utile, disponible au moment du premier tour et du deuxième tour de l'élection présidentielle qui vient ! Car ça n'est pas un vote utile que de remettre les prédécesseurs à la place des successeurs ! C'est un vote au fond sans conséquence, on sait que la France sera gouvernée exactement de la même manière, on sait qu'ils ont tous la même idée du pouvoir, et on le sait pour une raison absolument indiscutable qui est qu'ils ont exercé le pouvoir en faisant les mêmes erreurs, en acceptant les mêmes dérives, en conduisant le pays à la même impasse !

Eh bien c'est de cela dont nous voulons sortir, ce sont les deux impasses que nous refusons, l'impasse de l'illusion et l'impasse de la division ! Et c'est cela que vont avoir entre les mains les électrices et les électeurs dans quelques semaines. C'est cette question qui va leur être posée !

Ou bien faire comme à l'habitude, comme on voudrait les obliger, comme on prétend que c'est inéluctable, comme on affirme que cela ne peut pas être autrement, et se retrouver avec le deuxième tour affiché à l'avance, comme s'il n'y avait pas de débat au sein de notre peuple, comme s'il n'était pas besoin de premier tour, comme si on les convoquait pour rien, puisqu'on leur expliquerait que la décision est prise et le deuxième tour défini !

Ou bien choisir d'échapper à ce mécanisme qui leur enlève la liberté, leur liberté de citoyen et faire encore mieux, changer pour toute la période qui va s'ouvrir la manière dont notre pays se gouvernera, la manière dont sa démocratie est organisée, et c'est cela que nous leur proposons.

Nous avons en face de nous parfaitement identifié le candidat de la division et le candidat de l'illusion ! Et même nous avons, sur les bords les candidats de l'extrême division et les candidats de l'extrême illusion !

Et nous sommes ensemble, et moi à ma place, le seul choix qui puisse écarter ces deux risques, parce que nous sommes le seul choix qualifiable au premier tour et qui peut remporter le deuxième tour !

Et donc je vous propose donc quelque chose d'extrêmement simple : écarter au premier tour le candidat de la division et écarter au deuxième tour le candidat de l'illusion, écarter au premier tour Nicolas Sarkozy et écarter au deuxième tour François Hollande, faire en sorte que les Français se choisissent un destin différent et donner à la France la seule chance possible de trouver un avenir qui ressemble réellement à ce qu'elle attend, à ce dont elle a besoin et à ce dont je crois elle a profondément envie.

Au premier tour, écarter l'un, au deuxième tour, écarter l'autre et je n'ai pas d'objections, si vous voulez changer l'un et l'autre !

Décider du scénario ! Mais vous voyez bien qu'en décrivant cela, nous décrivons un changement extrêmement profond de la vie politique du pays. Au lieu de nous retrouver le 7 mai dans la même situation de guerre civile, avec une majorité au pouvoir et une opposition qui la contre, quelles que soient les décisions qui seront prises, donc déjà un pays coupé en deux, et à l'intérieur de chaque majorité et de chaque camp dont vous voyez la profonde désunion, les profonds affrontements qui se nouent en leur sein, au lieu de cela, trouver une majorité qui sera une majorité de

rassemblement et d'unité nationale dans laquelle naturellement le courant central sera un pivot, un point d'équilibre, mais dans laquelle nous dirons que les grands courants démocratiques du pays, même s'ils ne sont pas les nôtres, ont leur place dès l'instant qu'ils accepteront de s'atteler avec nous à l'œuvre de redressement et au principe que nous allons édicter pour ce redressement !

Leur vision à eux, c'est une vision d'affrontement perpétuel. Ils considèrent que la droite est la gauche et que la gauche est la gauche, et qu'il faudra de toute façon qu'ils soient éternellement opposés l'un à l'autre.

Nous, nous considérons quelque chose d'extrêmement différent, cher Daniel, cher Philippe, qui n'est pas étranger y compris à la tradition gaulliste de notre pays. Nous considérons que la France, elle est au-dessus de l'affrontement de la droite et de la gauche et qu'elle mérite que l'on s'engage à ce titre en oubliant les divisions, en considérant que les divisions sont secondaires !

Au fond, notre affirmation politique, ce que l'on appelle centre et qui n'a jamais pu s'exprimer en France, en raison d'une seule cause qui est une loi électorale totalement injuste qui fait que 50% des Français n'ont pas leur place dans la représentation nationale, et ce scandale devra trouver son terme !

Ce courant central dit deux choses très simples et donc vous allez voir que, je crois, on peut transmettre aux enfants car il ne s'agit pas d'idéologie :

On n'est pas au centre pour être « ni l'un ni l'autre ». On n'est pas au centre pour être contre l'un et contre l'autre. Non !

Quand on choisit cet engagement politique, au fond, on dit deux choses. On dit : il n'est pas vrai que la réalité puisse se résumer à l'affrontement de deux erreurs, ce n'est pas vrai. Et il n'est pas vrai que, parce qu'on ne pense pas tout à fait la même chose que les autres, on ne puisse pas travailler avec eux pour les choses les plus précieuses de notre avenir.

On dit pluralisme et on dit rassemblement. Et pluralisme et rassemblement, si vous y réfléchissez, cela prend beaucoup, beaucoup de place dans la manière dont la République est organisée, à ses valeurs.

Par exemple, l'idée qu'on n'est pas obligé d'être en guerre parce qu'on a des opinions ou des convictions différentes du voisin, cela porte un autre nom : cela s'appelle la laïcité. Je le dis comme quelqu'un qui, dans sa vie personnelle et familiale est croyant, et j'assume de l'être et d'être en même temps un défenseur engagé -j'allais dire acharné- des principes de laïcité pour notre pays.

Principe de laïcité, c'est très simple : ce n'est pas parce que nous avons des religions différentes que nous sommes obligés de nous détester, c'est cela les guerres de religion, cela a failli entraîner la France dans le gouffre le plus profond !

Et c'est un homme de notre sud-ouest qui nous a permis de conjurer ce malheur : ce sera la gloire éternelle d'Henri IV que d'avoir fait l'édit de Nantes... c'est-à-dire d'avoir le premier dans l'histoire du monde permis à son pays d'échapper au principe qui était jusque là universel et qui était « quel que soit le pays ou la principauté, une seule religion : la religion du roi ou du prince ».

C'était un principe indiscutable et c'est un homme de chez nous... Sans doute parce qu'il avait rencontré dans sa vie l'incroyable histoire d'avoir son père chef d'un camp, et sa mère chef de l'autre, son père en guerre civile avec sa mère, son père en guerre militaire avec sa mère, et son père tué par les alliés de sa mère ! Ce qui n'est pas tout à fait une chose banale qui peut arriver à un jeune garçon de sensibilité très profonde... C'est un homme de chez nous qui a permis ce progrès dans l'histoire de l'humanité, qui est de dire pour la première fois : quoique de religions différentes, nous sommes également citoyens -on ne disait pas encore citoyen à l'époque- citoyens du même peuple, et doté des mêmes droits !

Ce principe de laïcité que j'énonce le plus simplement possible : ce n'est pas parce qu'on a des



opinions chevillées au corps que l'on doit nécessairement les imposer à tout le monde. On peut croire profondément quelque chose, en religion, en philosophie, en politique et, cependant, considérer que l'autre est autant citoyen que vous et qu'on doit chercher ensemble le moyen de réunir le pays pour trouver les bonnes réponses aux questions les plus difficiles qu'on a à traiter.

Je voulais faire, parlant de la République devant vous, je voulais faire cette défense de la laïcité parce que vous verrez ainsi qu'il y a une laïcité, la vraie, qui nous réunit et que nous ne devons pas accepter la laïcité qui oppose et organise la guerre entre concitoyens du même peuple !

Voilà notre vision, voilà ce que nous offrons aux Français dans cette élection : une nouvelle manière de se comporter dans la République et dans la démocratie française, une nouvelle manière de la gouverner pour regarder en face les défis qui sont devant nous et y apporter les réponses concrètes et adaptées.

Ces défis, nous les connaissons parfaitement, je les reprends en quelques mots :

Sortir du surendettement, je vous en ai dit un mot. Construire, reconstruire l'appareil de production qui donnera des emplois aux jeunes et aux familles la prospérité dont elles manquent. Reprendre le grand chantier de l'Éducation nationale sans lequel nous ne sommes rien ! Nous avons été le pays de la meilleure éducation du monde, que tous les continents regardaient comme celui dans lequel il fallait envoyer ses enfants pour faire les meilleurs lycées, pour faire les meilleures universités et ce n'est pas un hasard, si vous faites le tour des dirigeants de la planète, si il y a cinquante ans ils ont tous été formés, d'une manière ou d'une autre, à la France, par la France ou en France...

Nous avons été le pays de la meilleure éducation du monde et il est absolument impossible de rester un pays à haut niveau de vie, à haute capacité scientifique, si l'on accepte le recul qui a été celui de l'Éducation nationale en France et dont souffrent les parents, les élèves, et les enseignants, dont tout le monde dit du mal et que tout le monde cible alors qu'ils sont, eux, les combattants en première ligne contre les fractures de la société qu'ils essaient de conjurer et qu'ils essaient de réduire.

Et s'il n'y en a qu'un seul dans cette élection qui défendra de bonne foi et de bon cœur, et avec tout son engagement, j'allais dire tout son amour, les femmes et les hommes qui essaient en France de rebâtir l'Éducation nationale et qui ne comprennent pas pourquoi ils sont constamment en butte à des campagnes sournoises qui, sous forme d'amélioration de la situation scolaire, ne visent en réalité qu'à installer dans l'esprit des citoyens l'idée que les enseignants ne travaillent pas, qu'ils ne font pas face à leurs obligations, ce qui est un mensonge éhonté car je voudrais bien les voir devant une classe pendant deux heures, ceux qui instruisent ce procès et propagent ces rumeurs !

Nous, nous disons qu'il n'y a rien de plus important, de plus essentiel pour l'avenir de l'éducation en France que de rebâtir notre grand système de transmission de la lecture, de l'écriture et de la langue française, parce que c'est dans la langue française que se trouve la clef de toutes les réussites scolaires ultérieures et c'est pourquoi je dis : 50 % du temps scolaire à l'école primaire consacré aux bases, à la lecture, à l'écriture et à la langue française. Cela permettra, comme j'essayais de le montrer jeudi soir, que soient aussi combattues des déviations et des dérives qui sont terribles pour les établissements scolaires et pour les classes, en particulier même si cela paraît n'avoir rien à voir, je soutiens devant vous que c'est un des moyens les plus efficaces de prévenir la violence que de donner à des enfants le moyen d'exprimer les passions qui bouillent en eux !

Oh, cela ne veut pas dire qu'il ne faille pas de sanctions ! Il faut des sanctions, il faut faire en sorte que les élèves, parce qu'ils sont déstabilisés eux-mêmes qu'ils déstabilisent les classes, reçoivent des méthodes d'éducation efficaces pour leur permettre de retrouver les acquis qu'ils n'ont pas, parce qu'autrement ils vont, tout au long de leur scolarité, avoir la même conduite qui est une conduite de refus et de rejet, et dont on voit bien qu'elle est en fait justifiée par le fait que c'est le seul moyen pour eux d'obtenir une reconnaissance puisque la reconnaissance scolaire leur est

interdite par l'incapacité où ils sont de maîtriser les acquis fondamentaux qui font la réussite.

Je ne suis pas pour que l'on continue avec le système actuel et stupide. On ne peut pas faire autrement parce qu'on n'a rien bâti d'autre qui fait que lorsqu'un enfant déstabilise une classe, on se contente de le sortir de cette classe pour le mettre dans la classe voisine de cet établissement ou d'un autre établissement où il recommencera éternellement le manège dont on sait qu'il le conduit lui-même à l'exclusion.

Je suis pour que l'on réponde vraiment aux problèmes de manque de maîtrise qui sont les leurs. Mais je sais aussi que la solution au problème : elle est le plus en amont possible, c'est à l'école primaire que cela se joue, c'est en soutenant l'école primaire que l'on y arrivera, c'est en recentrant l'école primaire sur ses missions fondamentales que nous avons une chance d'apporter la réponse la plus rapide, la plus complète et la plus profonde aux problèmes de l'école, du collège, du lycée et parfois de l'université en France.

Et c'est pourquoi, refusant de faire des promesses fallacieuses et ne faisant que des promesses que je tiendrai, j'ai pris l'engagement de sauvegarder la totalité des moyens actuels de l'Éducation nationale, d'arrêter qu'on déshabilite l'Éducation nationale et de choisir au contraire qu'on la protège dans son avenir, je garantirai la totalité des postes qui sont actuellement à la disposition de l'école !

Et ça c'est possible ! Ce qui n'est pas possible c'est d'en recréer des dizaines de milliers parce que tout le monde voit bien que nous n'aurons aucun des moyens de le faire, ni les moyens financiers, ni les moyens universitaires, parce que le problème est aujourd'hui qu'il y a une crise des vocations dans l'Éducation nationale et que cette crise-là, elle fait que l'an dernier, plus de mille postes des professeurs mis aux concours -qui n'étaient pourtant que le « un sur deux »- n'ont pas pu être attribués... faute de candidats ! Eh bien je dis que cela donne donc la mesure de l'effort de réévaluation que nous avons à faire pour l'Éducation nationale.

Enfin, dernier point, nous avons à prendre des décisions définitives, claires, indiscutables, rapides, impossibles à remettre en cause pour moraliser la vie politique de notre pays !

On en a connu des dérives et des excès, on en a vu des affaires, on sait qu'il y en a dans tous les placards, dans tous les placards bien fermés des deux partis qui se sont succédé au pouvoir. On en a vu des déclarations vertueuses, on nous a promis dix fois la fin, la limitation du cumul des mandats dont tout le monde voit bien qu'il condamne un certain nombre d'assemblées parlementaires de notre pays à la désertification. On parle de désertification rurale, il y a une désertification parlementaire parce que nombre de députés sont obligés d'être sur le terrain et pas à l'Assemblée Nationale dans la discussion des textes essentiels : quelquefois c'est vertigineux d'absence, le désert des fauteuils rouges que nous avons sur les écrans, et encore n'est-ce pas filmé tout le temps...

On nous a promis dix fois la fin du cumul des mandats, on nous a promis dix fois de limiter, d'interdire le mélange des intérêts publics et des intérêts privés, des grandes entreprises et du pouvoir politique sous tous les régimes, on a réuni une commission extrêmement brillante, noble, pour mettre un terme à ces excès. Cette commission a rendu ses préconisations. Pas une d'entr'elles n'a été suivie d'effet ni proposé d'entrer dans la loi.

On a dix fois dit : pour que la démocratie progresse dans notre pays, il faut reconnaître le vote blanc car un citoyen a bien le droit de dire, en étant entendu, que la proposition politique qu'on lui fait ne lui convient pas ! On n'est pas moins citoyen quand on se déplace pour aller voter pour dire que les candidatures qu'on vous propose ne sont pas celles que vous attendez et, au moins au premier tour il ne faudrait pas qu'on puisse être élu si on n'a pas la majorité des suffrages exprimés, vote blanc pris en compte !

Depuis des années, les meilleurs esprits ont promis la main sur le cœur qu'il fallait mettre un terme aux dérives du financement illégitime de la vie politique ! Savez-vous qu'il y a, en France, déclarés auprès de la commission des finances publiques, plus de 390 micro-partis dont 90 ou

95% n'ont qu'un seul but, c'est financer la personne qui les a déposés au contraire de la loi et des principes du financement public ?!

Il faut mettre de l'ordre dans tout cela ! Il faut que la vie publique de notre pays, la démocratie de notre pays, devienne respectable et respectée, ou plus exactement qu'elle devienne respectable pour être respectée !

Et donc je vous propose que ces principes-là, y compris le principe d'une partie de la représentation proportionnelle qui fera que tous les courants d'opinion de notre pays -même ceux que je n'aime pas- soient représentés à la tribune de l'Assemblée nationale puisqu'il y a des citoyens qui partagent ces sentiments, il faut que leur voix soient entendue, et cela donnera au débat autre chose que l'extrême banalité dans laquelle nous sommes plongés, où l'on sait à l'avance ce qui va être dit, c'est-à-dire que monteront à la tribune les présidents du gouvernement qui disent que c'est très bien, les partisans de l'opposition qui disent que c'est très mal, avant même de les écouter vous savez ce qu'ils vont dire... Je propose que la tribune redevienne ce que Jaurès aurait aimé qu'elle fût, un lieu de libre expression, de force de la parole, de capacité de mise en cause, d'interrogation, de contrôle, de rébellion ou de résistance s'il le faut !

Tous ces principes-là, je propose qu'on les règle une bonne fois pour toutes par un référendum libre et volontaire des citoyens français que je propose d'organiser en un seul jour : le jour du premier tour des élections législatives : élu le 6 mai, référendum le 10 juin, tous les problèmes de moralisation de la vie publique de notre pays seront traités alors qu'il y a des décennies qu'on les invoque sans rien faire !!!

J'ajoute, puisque je vois des drapeaux occitans... catalans... mais vous savez, si vous observez attentivement les choses, vous verrez que le jaune et le rouge sont les couleurs de tous les drapeaux de toutes les régions qui composent le grand ensemble pyrénéen et le grand ensemble occitan.

C'est le drapeau du Béarn, c'est le drapeau de l'Occitanie, c'est le drapeau catalan ...oui la Bigorre aussi mais je ne connais pas le drapeau de la Bigorre... mais je suis absolument certain qu'il y a du jaune et du rouge partout. Et vous aurez observé, et ceci expliquera peut-être des choix anciens, que quand on mélange du jaune et du rouge, cela fait de l'orange ! Et ceux qui me connaissent sauront que ce n'est peut-être pas tout à fait un hasard...

Eh bien je veux dire que nous avons, dans le projet de société que nous allons porter, le devoir de faire en sorte que la culture, elle aussi, devienne pluraliste, que les langues régionales de France soient reconnues à leur juste place qui est la place d'une richesse nationale, pas la place d'une faiblesse nationale comme Nicolas Sarkozy l'a défini dans un discours qui était un discours, en réalité de stigmatisation de nos langues et de nos cultures !

Je veux que l'on sache qu'en France on peut parler et transmettre parfaitement bien le français, et en même temps parler et transmettre parfaitement bien les langues qui sont les langues de notre patrimoine culturel !

Et, puisque je suis sur une tribune occitane, alors je vais reprendre ce que je disais lors du « *Proclam de Pau* », tout jeune ministre de l'Éducation nationale :

« Qu'ei fenit lo temps de la vergonha e que comença lo temps de la fiertat ! ». Qu'èm Occitans e Bearnés, e Bigordans, e Catalans, e Bretons, e Bascos. Pra'mor que i a Bascos tanben. E qu'avem l'intencion de continuar a parlar la lenga nosta. Qu'ei la nosta lenga e qu'avem tanben a la transmèter, a la balhar aus dròlles qui son d'aquí ! « Ô mon pais, Tolosa ! » comme chantait Nougaro ! Ce sont nos richesses et je n'ai qu'un souhait : c'est que nos enfants et petits-enfants, les parlent un jour mieux que nous ne les parlons nous-mêmes.

Les phrases que je disais en béarnais, cela voulait dire : il est fini le temps de la honte et il a commencé le temps de la fierté ! Et ce pluralisme-là, le pluralisme culturel de notre pays, c'est aussi une richesse que nous ne devons en aucun cas accepter de voir déchirée par les jacobins de tout poil.

Il y a des gens qui pensent qu'il faut que tous les pouvoirs soient entre les mêmes mains, pouvoir politique, pouvoir idéologique, pouvoir économique, pouvoir culturel. Et nous, nous croyons au contraire que le vrai nom de la République, c'est diversité, et réunion, et rassemblement et que la République elle accepte qu'on ait des richesses différentes, pourvu qu'on les mette ensemble pour que notre pays avance et se relève !

Et au fond, cette rencontre de ce soir dit une seule chose à tous les Français : contrairement à ce que l'on vous a répété depuis des années, des lustres et des décennies, il est parfaitement possible de trouver un autre modèle pour la société française, que ce modèle est en germe dans notre crise et que ce modèle, ce n'est pas le modèle de la prise de pouvoir d'une partie du pays contre l'autre, ce n'est pas le modèle de l'opposition d'une partie du pays avec l'autre, mais que c'est le modèle de la solidarité.

Le mot de notre avenir, c'est la solidarité, c'est la France solidaire qu'il nous faut construire.

Oui, il est possible de retrouver les emplois que nous avons perdus. Oui, il est possible de retrouver l'équilibre des finances publiques que nous avons perdu. Oui, il est possible de retrouver pour notre pays la meilleure éducation du monde. Oui, il est possible de retrouver une politique honnête, une politique insoupçonnable, une politique morale qui montrera au monde entier que la France, au fond, a retrouvé ses traditions. Oui, il est possible de retrouver un projet de société. Oui, il est possible de retrouver l'union de notre peuple pour relever ces défis. C'est ce que nous faisons ensemble.

Oui, il est possible de gagner l'élection présidentielle le 22 avril et le 6 mai et c'est cette victoire-là qui nous offrira l'avenir qui, pour l'instant, nous est refusé, que la France mérite et dont nous avons besoin.

Vive la République et Vive la France !...